



Ville de Lancy
République et canton de Genève



Service des Travaux, de
l'urbanisme et de la mobilité

APPEL D'OFFRES

Concernant

ROUTE DU PONT-BUTIN

Lot 1 : Réhabilitation des collecteurs d'assainissement

CONDITIONS PARTICULIERES A L'OUVRAGE

18 Mars 2021
(Aff. 1826)

Table des matières

A. INTRODUCTION	4
1. But.....	4
B. GENERALITÉS	4
1. Documents du maître de l'ouvrage.....	4
2. Documents du soumissionnaire (par ordre de priorité)	4
3. Normes applicables.....	4
4. Interprétation des documents	4
5. Limite des prestations.....	5
6. Arrêté de compte et rabais.....	5
7. Analyse de prix.....	5
8. Mode de paiement.....	5
9. Travaux en régie.....	6
10. Embranchements pour tuyaux en P.V.C.....	6
11. Etablissement des décomptes.....	6
12. Déchets de chantier	6
13. Avancement des travaux.....	7
14. Informations générales	7
14.1 Horaires particuliers	7
14.2 Mesures de protection	7
14.3 Protection des alentours.....	8
14.4 Pistes de chantier	9
14.5 Déblaiement de la neige.....	9
14.6 Séances et rapport de chantier	9
14.7 Décharge de l'entrepreneur	9
14.8 Transports intermédiaires et de manutention de matériaux.....	10
14.9 Travaux d'implantation et de piquetage à la charge du MO	10
14.10 Travaux d'implantation et de piquetage à la charge de l'entreprise	10
14.11 Levée des déchets dans chemins en travaux.....	10
14.12 Mesures sanitaires	11

15.	Retenues de garanties.....	11
C.	CONDITIONS PARTICULIÈRES A L'OUVRAGE EN RÉFÉRENCE.....	12
1.	Organisation et mise en soumission.....	12
1.1	Organisation du maître de l'ouvrage.....	12
1.2	Délais et dates.....	12
1.3	Programme prévisionnel des travaux.....	12
1.4	Critères d'adjudication particuliers.....	13
1.5	Structure de la soumission.....	13
2.	Description des travaux.....	14
2.1	Informations générales.....	14
2.2	Description des travaux envisagés.....	14
2.3	Informations particulières.....	17
2.4	Prestations de l'entrepreneur.....	18
3.	Étape des travaux et planning.....	18
4.	Installation de chantier.....	18
5.	Exigences particulières.....	19
6.	Égards dus au voisinage.....	20
7.	Services publics.....	20
7.1	Alimentation et évacuation du chantier.....	20
7.2	Energie électrique.....	21
7.3	Eau.....	21
7.4	Téléphone.....	21
7.5	Evacuation des eaux usées.....	21
8.	Variantes, modifications, matériaux.....	21
9.	Travaux supplémentaires ou en régie.....	22
10.	Sous-traitants.....	22
11.	Variante économique/Variation de prix.....	22
12.	Assurances RC de l'entrepreneur.....	23
13.	Reconnaissance des lieux.....	23
14.	Prix unitaires.....	24
15.	Engagement.....	25

A. INTRODUCTION

1. But

Les présentes conditions particulières à l'ouvrage ont pour but de fixer certaines dispositions contractuelles, en vue de l'établissement de l'offre et du déroulement des travaux.

B. GENERALITÉS

1. Documents du maître de l'ouvrage

a) La formule SIA du contrat d'entreprise N° 1023 (2013) version en vigueur

2. Documents du soumissionnaire (par ordre de priorité)

- 1) Le contrat d'entreprise et les conditions générales du contrat d'entreprise (FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève) – édition 2016
- 2) Les présentes conditions particulières à l'ouvrage.
- 3) Le cahier des charges de la Ville de Lancy – édition avril 2019.
- 4) Les prescriptions pour travaux de génie civil de l'office cantonal du génie civil.
- 5) La série de prix.
- 6) Dossier de plans
- 7) Dossier K2 – Document de l'appel d'offres
- 8) Autres annexes d'appréciation (voir K2 page 2)
- 9) Les normes SIA 118 éditions 2013.
- 10) Les conditions particulières de l'ingénieur civil de l'AGI.
- 11) Les autres normes, directives et recommandations des associations professionnelles (VSS, SIA, TPG, SIG, etc.).

3. Normes applicables

L'ordre de priorité d'application des normes entre elles est dicté par le genre de travaux.

Pour les travaux relatifs aux canalisations, et ouvrages d'art, les normes SIA sont prioritaires.

Pour les autres travaux, les normes VSS sont prioritaires.

Les nouvelles normes sont contractuellement applicables lorsque leur diffusion en langue française est intervenue 30 jours avant la date de remise des dossiers d'appels d'offres aux soumissionnaires.

4. Interprétation des documents

Si le texte de la soumission peut s'interpréter de plusieurs manières et engendrer des différences d'exécution, de métrés et de prix, l'entrepreneur a l'obligation d'en aviser le mandant ou les mandataires lors de la remise de l'offre. L'avis sera fait sous la forme d'une lettre annexée à la soumission.

Dans le doute, les clauses et conditions de la soumission doivent s'interpréter dans le sens de la meilleure exécution dans les règles de l'art.

5. Limite des prestations

La série de prix définit clairement tous les travaux à exécuter. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier ou adjoindre des positions à la série de prix, faute de quoi son offre ne sera pas prise en considération.

Toutefois, si le soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, des suggestions de modification de la liste des matériaux ou des équipements, ou une variante d'exécution, l'adjudication peut en tenir compte lors des discussions contractuelles si ce soumissionnaire est adjudicataire du marché.

Toutes remarques relatives à l'offre pouvant apporter des éclaircissements ou des précisions quant au mode de calcul des prix unitaires, seront présentées séparément dans une notice explicative accompagnant ladite offre.

Il doit être tenu compte, dans l'établissement des prix du chapitre « 113 Installation de chantier », des coûts des prestations relatives :

- au maintien des accès véhicules aux propriétés riveraines ainsi qu'à celui des cheminements des piétons comprenant tous ponts ou passerelles nécessaires.
- aux mesures prescrites par les services de police pour la sécurité de la circulation, OCT, police du feu, SIS, etc.

En conséquence, aucune plus-value ne sera admise en cours de travaux.

6. Arrêté de compte et rabais

Les prix unitaires et le montant total de l'offre seront en brut HT et un rabais peut être proposé par le soumissionnaire.

Si l'entrepreneur effectue un arrêté sur le montant de la soumission, ce montant sera converti en rabais en pour cent (rapport du montant du rabais sur le montant total de l'offre). Ce pourcentage sera appliqué pour l'ensemble des travaux au mètre, y compris ceux complémentaires. Il en va de même d'un éventuel rabais stipulé dans la soumission.

7. Analyse de prix

L'adjudicataire s'engage à fournir le sous-détail de tous les prix unitaires, ainsi que les pièces justificatives qui pourraient lui être demandées par le bureau d'étude mandataire, la Ville de Lancy, les services des SIG ou de l'état de Genève.

8. Mode de paiement

Le chapitre des installations de chantier sera porté en situation de la façon suivante :

- 20 %** lorsque les installations seront en place ;
- 60 %** proportionnellement aux travaux exécutés ;
- 20 %** à la fin des travaux.

Concernant les autres chapitres, une clef de répartition sera établie, avant le démarrage des travaux, afin de définir à quel MO devra être facturée chaque prestation. Il sera nécessaire d'établir des décomptes prenant en compte ces différents maîtres d'ouvrage ainsi que les factures correspondantes.

L'entreprise tiendra compte dans son offre du travail nécessaire à l'élaboration de métrés et facturation séparés.

9. Travaux en régie

Si aucun prix de régie n'a été fixé dans l'offre, il sera pris en compte ceux de la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) – section de Genève. Le tarif applicable pendant la durée du chantier sera celui en vigueur à la date du dépôt de l'offre.

Pour les conditions particulières à l'ouvrage, se référer au chapitre C.9 Travaux supplémentaires ou en régie.

10. Embranchements pour tuyaux en P.V.C.

Il ne sera fourni que des embranchements moulés en usine, à l'exclusion des embranchements à coller. Les coupes éventuelles de tuyaux du collecteur seront payées selon l'article correspondant de la série de prix, de même que les manchons nécessaires du fait de la coupe.

Ce qui précède ne concerne pas les embranchements à exécuter sur des collecteurs existants.

11. Etablissement des décomptes

La gestion de chantier sera effectuée par l'entreprise à ses frais et sur informatique.

Les métrés seront établis contradictoirement entre la DT, l'entreprise et un représentant des MO éventuellement.

La saisie des données sera faite par l'entreprise qui éditera une facture mensuelle ou bimensuelle (situation) avec des détails par article.

12. Déchets de chantier

La gestion et tri des déchets de chantier, y compris la mise à disposition de bennes, font partie du travail normal de l'entreprise et leurs coûts doivent être intégrés aux prix unitaires d'évacuation des matériaux.

Les déchets seront triés sur place selon la recommandation SIA 430 et dans le sens de l'article 9 et annexe 1.12 de l'Ordonnance sur le Traitement des Déchets (OTD) du 10 décembre 1990 (modifiée le 14 février 1998). Les frais consécutifs au tri de ces déchets sont inclus dans les prix unitaires.

L'entreprise doit mettre à disposition du mandataire du MO les informations nécessaires à l'établissement du plan de gestion des déchets de chantiers selon les

directives du service cantonal de gestion des déchets (GESDEC, Tél. 022/546.70.70) et selon la norme SIA 430.

L'entrepreneur s'engage à respecter toutes dispositions légales et réglementaires fédérales, cantonales, ainsi que les directives et recommandations en matière de gestion des déchets de chantier.

Il en tiendra compte dans l'élaboration de ses prix.

Les déchets doivent être valorisés le plus possible, c'est-à-dire que tout doit être mis en œuvre pour réduire le plus possible la mise en décharge.

13. Avancement des travaux

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas suspendre le travail même temporairement, sans entente préalable avec le MO ou son représentant, sous peine de rupture de contrat.

Selon les nécessités locales [coordination, trafic, restrictions d'alimentations diverses, conditions climatiques, coordination avec des chantiers connexes (immeuble, PNB, etc.)], les parties peuvent convenir d'une modification du programme d'avancement des travaux pour terminer une phase d'exécution ou une partie de l'ouvrage et retarder la mise en chantier de la phase suivante, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

Au cas où un retard sur le programme général venait à survenir, le MO pourra demander, sans aucune plus-value, que des équipes et des engins supplémentaires soient mis en action jusqu'à la suppression du retard, ou toute autre mesure propre à accélérer les travaux.

14. Informations générales

14.1 Horaires particuliers

Le Maître d'ouvrage précise que l'entreprise pourra être amenée à travailler tant de jour comme de nuit, y compris pendant des jours fériés et des week-ends.

L'entreprise devra être en mesure de fournir en tout temps les autorisations de l'OCIRT (Office cantonal de l'inspection et des relations du travail) pour toutes les interventions hors horaires normaux, essentiellement pour le travail de nuit.

Toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention des autorisations précitées sont comprises dans le prix convenu.

14.2 Mesures de protection

Hygiène et sécurité

L'entrepreneur établira, pour des chantiers de grande envergure, ou à la demande du service de l'inspection des chantiers de l'OAC, un plan hygiène et sécurité (PHS) conformément au règlement sur les chantiers L 5 05.03 du 30 juillet 1958 et aux ordonnances fédérales sur la prévention des accidents (OPA) et sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst).

Indemnités pour les intempéries

Les indemnités pour les intempéries devront être comprises dans les prix unitaires

Protection de l'air

L'équipement du chantier sera conforme à la législation et aux directives relatives à la protection de l'air.

L'attention de l'entrepreneur est notamment attirée sur :

- 1) La directive de l'OFEFP "Protection de l'air sur les chantiers".
- 2) Les directives de la SUVA. On rappelle notamment que, en souterrain, les appareils et engins diesel doivent être équipés de filtre à particules.

Mesure de police, sécurité

Pour toute la durée du chantier, y compris les périodes de vacances, jours fériés, etc., l'entrepreneur devra se conformer aux indications données par les services de police et de sécurité (OCT).

Il prendra à ses frais, toutes mesures provisoires nécessaires pour la pose, le déplacement ou l'enlèvement des barrières, clôtures, panneaux et disques de signalisation existants ou à fournir.

L'entrepreneur devra également s'occuper de l'éclairage de son chantier ainsi que des guirlandes, falots, clignotants, etc. Il prendra toutes mesures pour que la réalisation de l'ouvrage s'effectue sans mise en danger des personnes et des biens.

Garde-corps et protections diverses

Toutes les protections contre les chutes de matériaux, éclaboussures, projections, poussières, etc., nécessaires pour l'exécution de tous les travaux ainsi que pour assurer la sécurité et la protection du personnel et des usagers (selon les prescriptions de la SUVA) doivent être comprises dans le forfait d'installations de chantier.

Sont également à inclure, l'entretien, le démontage et le déplacement d'une étape à l'autre.

14.3 Protection des alentours

Sauf indication du contraire, les prestations relatives à la protection des alentours sont à inclure dans les prix unitaires.

Toutes mesures de protection/conservation devront être prises afin de maintenir les réseaux aériens existants (électricité, téléphone, éclairage public, etc.) ainsi que les différents coffrets et autres armoires techniques situés sur la voirie.

Ces prestations sont incluses dans les prix unitaires.

L'entrepreneur doit protéger les arbres et arbustes, sauf indication contraire, ces prestations sont à inclure dans les prix unitaires.

Les arbres abîmés doivent être traités immédiatement selon les directives d'un expert. Les coûts sont à la charge de l'entrepreneur.

La direction des travaux décide de l'élimination des arbres en accord avec les services compétents.

L'entrepreneur devra se conformer à la « Directive concernant les mesures à prendre lors des travaux à proximité des arbres » établi par la OCAN.

14.4 Pistes de chantier

La construction de pistes de chantier éventuelles et la remise en état doivent être incluses dans le poste d'installation de chantier.

Les accès au chantier se feront conformément au plan de circulation approuvé par les services de police. L'entrepreneur doit inclure dans son offre, toutes les dépenses occasionnées par le trafic de chantier, tel que nettoyage, entretien, réparations de dommages sur les routes et accès existants, ainsi que les accès créés par l'entreprise.

14.5 Déblaiement de la neige

Le déblaiement de la neige sur l'ensemble du chantier ne sera en aucun cas rémunéré. L'entreprise doit inclure les prestations relatives dans son offre.

14.6 Séances et rapport de chantier

Rapports de chantier

Un rapport de chantier hebdomadaire sera établi par l'entrepreneur sur une formule ad hoc et transmis à la DT par email au plus tard le jour précédent le rendez-vous hebdomadaire.

Ce rapport indiquera l'effectif, la météo, les travaux réalisés lors de la semaine précédente et le programme pour la semaine à venir.

Les demandes de documents doivent également apparaître avec un préavis de deux semaines au minimum.

Séances de chantier

Pendant la durée des travaux, la direction des travaux établira le procès-verbal de la séance hebdomadaire. Elle en assurera la diffusion à tous les intéressés. L'entreprise sera représentée par une personne avec pouvoir de décision.

14.7 Décharge de l'entrepreneur

L'entrepreneur respectera le règlement d'application de la loi sur les déchets L 1 20.01.

Il indiquera dans son offre les décharges qu'il compte utiliser.

Les taxes et frais seront inclus dans les prix unitaires et ne feront l'objet d'aucune rémunération particulière.

Nom de la décharge :

Si la décharge se trouve sur le territoire genevois, elle sera soumise à l'approbation du géologue cantonal. Si celle-ci est située sur le territoire français, l'entrepreneur devra produire au MO l'autorisation de décharge délivrée par les autorités compétentes.

Seules les directives du géologue cantonal sont applicables pour une évacuation sur le territoire français. Des matériaux respectant les seuils admissibles du géologue cantonal mais évacués sur le territoire français ne donneront lieu à aucune plus-value en fonction de la filière d'évacuation demandée par les autorités françaises.

14.8 Transports intermédiaires et de manutention de matériaux

Le coût lié au déplacement des matériaux d'excavation, des matériaux d'apport et de démolition, doit être pris en compte dans les différents prix unitaires tels que le prix de terrassement, de fourniture et de démolition.

Les transports, chargements et déchargements intermédiaires ne seront pas rémunérés spécifiquement. Cet aspect doit être pris en compte dans les prix unitaires de la série de prix.

L'utilisation de bennes pour le transport est considérée comme un travail normal. Aucun supplément ne sera accordé pour cette prestation, elle sera donc incluse dans les prix unitaires.

14.9 Travaux d'implantation et de piquetage à la charge du MO

Points de niveau altimétrique, d'axes, de chambres et de limites de propriété nécessaires.

14.10 Travaux d'implantation et de piquetage à la charge de l'entreprise

Le report des points implantés par le géomètre ou la DT, en dehors de l'emprise des travaux est à la charge de l'entreprise.

Le rétablissement des points détruits (limites de propriétés et autres) et toute intervention supplémentaire seront exécutés aux frais de l'entreprise ainsi que les calculs nécessaires au rétablissement des points détruits par un géomètre officiel.

Au cours des travaux, le piquetage et l'implantation de détail des diverses parties de l'ouvrage incomberont à l'entrepreneur qui devra exécuter ces opérations sous son entière responsabilité.

14.11 Levée des déchets dans chemins en travaux

L'entreprise apportera, si nécessaire, une aide aux riverains pour le transport des poubelles au point de récupération provisoirement mis en place par la Commune.

Cette éventuelle prestation est à inclure dans les prix unitaires.

14.12 Mesures sanitaires

L'entreprise doit prévoir les nettoyages des installations de chantier au minimum 1 fois par jour. Ces nettoyages devront être réalisés par une entreprise spécialisée.

Le gel hydroalcoolique, les masques et tous autres protections sont également à inclure dans les prix unitaires.

15. Retenues de garanties

10% de retenue de garantie sur les situations intermédiaires.

et

5% du montant total HT de la facture finale.

Cette retenue pourra être payée contre remise d'une caution bancaire du même montant et couvrant la période de garantie de 2 ans pour les travaux de génie civil et 5 ans pour les travaux d'enrobés bitumineux.

Deux cautionnements de garantie seront à établir, de manière systématique, sur 2 ans, sur le montant global des travaux de génie civil et de 5 ans sur le montant global des travaux d'enrobés bitumineux.

La retenue de garantie est immédiatement remboursée lorsque le montant total des travaux est inférieur à Fr. 50.000.-, sauf si le maître d'ouvrage en décide autrement au vu d'un risque spécial.

C. CONDITIONS PARTICULIÈRES A L'OUVRAGE EN RÉFÉRENCE

1. Organisation et mise en soumission

1.1 Organisation du maître de l'ouvrage

Maître de l'Ouvrage (MO) :

VILLE DE LANCY

Service des Travaux, de l'urbanisme et de la mobilité
Route du Grand-Lancy 41
1212 Grand-Lancy

Resp. M. A. DUBOIS
Tél : +41 22 706 15 70
Email : a.dubois@lancy.ch

Mandataire, Direction générale des travaux et Direction locale des travaux :

MDB Ingénieurs civils associés SA

Ingénieurs civils AGI-SIA
Chemin de la Vendée 27
1213 Petit-Lancy 1

Resp. M. U. BURKHARD
Tél : +41 22 879 80 50
E-mail : mdb@mdb-sa.ch

1.2 Délais et dates

La présente soumission et ces documents annexés sont à rendre dernier délai le :

Vendredi 30 avril 2021 à 11h00

À la **Ville de Lancy – Service des Travaux, de l'urbanisme et de la mobilité** :

A l'attention de Monsieur Alain Dubois
Route du Grand-Lancy 41
1212 Grand-Lancy / Suisse

Précision au point 3.1 du « Dossier d'appel d'offres K2 ».

1.3 Programme prévisionnel des travaux

Les dates données dans l'annexe « programme prévisionnel des travaux » sont intentionnelles et dépendantes d'échéances administratives, du vote de crédit de construction, la coordination avec les autres services.

En outre, la réhabilitation et la reconstruction des collecteurs de la route du Pont-Butin reste dépendante :

- Des directives des services de l'Office Cantonal des Transports en coordination avec les phases de l'ingénieur trafic, afin de réduire au minimum l'impact sur la circulation de cet axe.
- La coordination des travaux du lot 2 des services de SIG, pour la réalisation des réseaux de gaz et électrique.

- La coordination des travaux du lot 3 des services de voirie de l'Office Cantonal du Génie Civil, pour la réalisation de la piste cyclable, trottoir et sacs gouffres.

Le soumissionnaire prendra en compte que, lors de l'exécution des travaux décrits dans le présent document, la coordination générale permettra de réduire la durée de réalisation des travaux.

Le soumissionnaire devra remettre avec son offre un planning intentionnel des travaux, correspondant aux dates du programme prévisionnel des travaux.

Sauf événements majeurs ; la totalité des travaux décrits pourra se faire sans interruption.

1.4 Critères d'adjudication particuliers

Ces critères sont indiqués au point 4.7 du « Dossier d'appel d'offres K2 ».

Dans le cadre du présent appel d'offres, il est demandé à l'entrepreneur de fournir un certain nombre de références dans des travaux similaires pour s'assurer de sa connaissance et de son expérience, répondant au critère 3.

Ainsi, l'entrepreneur devra fournir :

- 3 références présentant des travaux de réalisation de réseaux SIG.
- 3 références présentant des travaux de réalisation d'infrastructures routières.
- 3 références présentant des travaux de réhabilitation de collecteurs, y compris au moins une référence de micro-tunnelier.

Ces références seront présentées selon l'annexe Q9 du document K2.

1.5 Structure de la soumission

Veuillez noter que la soumission est classée par chapitre du CAN avec la structure suivante :

<u>Partie d'ouvrage :</u>	<u>Localisation :</u>	<u>Désignation :</u>
GL		Projet global
CSG1		<u>Secteur 1</u> : Cimetière de Saint-Georges – Route de Saint-Georges
	REU1	Réseaux d'eaux usées
	REC1	Réseaux d'eaux claires
ALB2		<u>Secteur 2</u> : Route de Saint-Georges – Avenue Louis Bertrand
	REU2	Réseaux d'eaux usées
	REC2	Réseaux d'eaux claires
	CMP2	Canalisation mise en péril

CRC3		<u>Secteur 3</u> : Avenue Louis Bertrand – Carrefour route de Chancy
	REU3	Réseaux d'eaux usées
	REC3	Réseaux d'eaux claires
	CMP3	Canalisation mise en péril
TAP4		<u>Secteur 4</u> : Tronçons adjacents et privés
	REU4	Réseaux d'eaux usées
	REC4	Réseaux d'eaux claires
	RP	Raccordements privés

La structure de la soumission sera respectée pour les métrés et la facturation !

2. Description des travaux

2.1 Informations générales

Suite à l'analyse de l'état des collecteurs d'assainissement de la route du Pont-Butin, et de l'étude du concept de réhabilitation en prenant le compte les contraintes de faisabilité, les services de l'administration concernée (MO, OCEau, OCT...) ont retenu en commun accord une réhabilitation et une reconstruction par tronçon selon la gravité des dommages constatés.

Dans l'intérêt de limiter les emprises de chantier et les mesures de régulations provisoires du trafic ainsi que pour diminuer au maximum la durée des travaux et en fonction de l'emplacement des tronçons à réhabiliter, les travaux consistent :

- Remplacement par nouveau collecteur avec fouille à ciel ouvert présentant des profondeurs importantes.
- Réfections des bétons et autres (joints, fissures, etc....)
- Réfection par chemisage + interventions ponctuelles robotiques
- Remplacement par nouveau collecteur par micro-tunnelier.
- Réfections ponctuelles avec fouilles à ciel ouvert.

2.2 Description des travaux envisagés

La réhabilitation des réseaux a été divisé en plusieurs secteurs et les travaux y relatifs consistent en :

☐ Secteur 1 : Cimetière de Saint-Georges – Route de Saint-Georges

- Démolition d'un tuyau béton ovoïde 900/600mm et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux usées sur 260 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.50m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°1 à 3.
- Réfection des bétons et autres du tuyau béton armé de 1800mm de diamètre du réseau d'eaux claires sur 270 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.00m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°1 à 5.
- Difficulté d'exécution avec phasage à coordonner avec les travaux de génie civil concernant la réfection du trottoir et piste cyclable du côté du

stand de tir de Saint-Georges, et des travaux de réseaux souterrains des services des SIG.

- La tranchée ouverte se situe au niveau des voies 1 et 2 de la chaussée en direction de l'aéroport, et ponctuellement sur la voie 3 en direction de Lancy (Chambre n°EU130), qui occasionnera la dépose de la glissière en béton au centre.
- Les accès aux réseaux d'eaux claires pour réfection se situent au niveau des voies 2 et 3.

□ Secteur 2 : Route de Saint-Georges – Avenue Louis Bertrand

- Réhabilitation d'un tuyau béton ovoïde 900/600mm par intervention local et chemisage du réseau d'eaux usées sur 270 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.50m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°4 à 12.
- Démolition d'un tuyau béton ovoïde 900/600mm et 1350/900mm, et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux usées sur 300 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.50m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°13 à 16.
- Réfection des bétons et autres du tuyau béton armé de 1800mm, 1600mm et 1350mm de diamètre du réseau d'eaux claires sur 500 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 6.00m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°6 à 12.
- Démolition d'un tuyau béton armé 1100mm de diamètre et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux claires sur 60 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 6.50m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°13.
- Difficulté d'exécution avec phasage à coordonner avec les travaux de réseaux souterrains des services des SIG.
- La tranchée ouverte pour le réseau d'eaux usées se situe au niveau des voies 2 de la chaussée en direction de l'aéroport, et principalement sur la voie 3 en direction de Lancy et ponctuellement sur la voie 4, qui occasionnera la dépose de la glissière en béton au centre. De plus, elle traversera la carrefour Chemin Louis-Hubert / Route du Pont-Butin en plein centre.
- La tranchée ouverte pour le réseau d'eaux claires se situe au niveau du trottoir du côté du Chemin de Louis-Hubert qui présente de nombreux réseaux souterrains dans l'emprise.
- Travaux à exécuter près d'arbres à conserver avec précautions particulières sous directives d'un arboriste conseil et de l'OCAN.

□ Secteur 3 : Avenue Louis Bertrand – Carrefour Route de Chancy

- Démolition d'un tuyau béton ovoïde 1350/900mm et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux usées sur 45 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.50m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°17.
- Réhabilitation d'un tuyau béton ovoïde 1350/900mm, 1200/800mm, 600/400mm et circulaire de 900mm de diamètre, par intervention local et chemisage du réseau d'eaux usées sur 200 mètres linéaires, à une

profondeur moyenne de 6.00m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°18 à 21bis.

- Réfection d'un tuyau PVC 300mm de diamètre par intervention local du réseau d'eaux usées sur 160 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.00m. Ces travaux concernent les tronçons EU n°22 à 25.
- Création d'un nouveau collecteur d'eaux usées, avec micro-tunnelier pour une conduite de 315mm de diamètre sur 40 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.00m. Suppression par remplissage de coulis de ciment l'ancien collecteur et démontage des chambres et couvercles existants. Intervention sous la voie de tram. Ces travaux concernent les tronçons EU n°26 à 28.
- Démolition d'un tuyau béton armé 1100mm de diamètre et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux claires sur 215 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 6.50m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°14 à 18.
- Réhabilitation d'un tuyau béton circulaire de 1000mm de diamètre, par intervention local et chemisage du réseau d'eaux claires sur 22 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 3.00m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°26.
- Démolition d'un tuyau béton circulaire 600mm & 500mm et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux claires sur 190 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 3.50m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°27 à n°30.
- Création d'un nouveau collecteur d'eaux claires, avec micro-tunnelier pour une conduite de 500mm de diamètre sur 40 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 3.50m. Suppression par remplissage de coulis de ciment l'ancien collecteur et démontage des chambres et couvercles existants. Intervention sous la voie de tram. Ces travaux concernent les tronçons EC n°31 à 32.
- Réhabilitation d'un tuyau béton circulaire de 700mm, 500mm et 400mm de diamètre, par intervention local et chemisage du réseau d'eaux claires sur 160 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.50m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°19 à 21 et n° 24 à 25.
- Démolition d'un tuyau béton 700mm de diamètre et remplacement par une nouvelle canalisation d'eaux claires sur 100 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.50m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°22 à 23.
- Depuis l'avenue Louis-Bertrand jusqu'au passage des Bossons, les canalisations se situent partiellement dans le gabarit de la chaussée, de la piste cyclable et du trottoir en direction de Lancy. A l'endroit du passage des Bossons, les collecteurs du réseau secondaire se séparent. Le collecteur EU et une branche du collecteur EC suivent plus ou moins la piste cyclable jusque vers la jonction avec la route de Chancy pour ensuite traverser le carrefour dans sa globalité du côté nord-est. Une autre branche en EC se situe sous la voie droite de la chaussée depuis le passage des Bossons jusqu'avant le carrefour, en direction Lancy-Onex, pour ensuite traverser la route de Chancy du côté sud-ouest.
- Travaux à exécuter près d'arbres à conserver avec précautions particulières sous directives d'un arboriste conseil et de l'OCAN.

□ Secteur 4 : Tronçons adjacents et privés

- Route de Saint-Georges : Démolition d'un tuyau béton circulaire 800mm & ovoïde 600/400mm sur 100 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.00m, et remplacement par une nouvelle canalisation. Ces travaux concernent les tronçons EU n°29 et EC n°33.
- Avenue Louis-Hubert : Démolition d'un tuyau béton circulaire chemisé 500mm sur 35 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 3.50m, et remplacement par une nouvelle canalisation. Ces travaux concernent les tronçons EU n°30.
- Avenue Louis-Bertrand : Démolition d'un tuyau PVC circulaire 300mm & tuyau GUP 600mm sur 60 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 4.50m, et remplacement par une nouvelle canalisation. Ces travaux concernent les tronçons EU n°31 et EC n°34.
- Passage des Bossons : Démolition d'un tuyau béton ovoïde 600/400mm sur 40 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 2.00m, et remplacement par une nouvelle canalisation. Ces travaux concernent les tronçons EU n°32.
- Réhabilitation d'un tuyau béton circulaire de 1000mm de diamètre, par intervention local et chemisage du réseau d'eaux claires sur 10 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 3.00m. Ces travaux concernent les tronçons EC n°35.
- Réhabilitation d'un tuyau béton circulaire de 700mm de diamètre, par intervention local et chemisage du réseau d'eaux claires sur 15 mètres linéaires, à une profondeur moyenne de 5.00m sous la voie de tram. Ces travaux concernent les tronçons EC n°36.

2.3 Informations particulières

La difficulté majeure dans l'exécution des travaux décrits ci-dessus (au point C – 2.2) consiste dans la coordination des phasages afin de minimiser l'impact sur le trafic de l'axe routier, des accès aux propriétés et aux futurs chantiers, pendant toute la durée des travaux. Il doit être tenu compte, soit dans les articles de la soumission prévus à cet effet, soit dans le forfait des installations, toute difficulté d'exécution afin de conserver l'accessibilité souhaitée.

Ces travaux seront réalisés à l'avancement lorsqu'il y a démolition du collecteur et remplacement. Il doit être tenu compte, soit dans les articles de la soumission prévus à cet effet, soit dans le forfait des installations, que la déviation (par pompage ou autre) des réseaux d'eaux usées et d'eaux claires est assuré en tout temps.

Les quantités du descriptif ou de la série de prix sont approximatives et ne sont données qu'à titre indicatif. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de modifier les quantités portées au devis ou série de prix (exécution partielle), voire de supprimer certains postes.

Toutes les mesures à prendre et les difficultés engendrées en cours d'exécution des travaux, devront être incluses dans les prix unitaires et dans la planification des moyens mis en place pour ces travaux, compte tenu du programme de ceux-ci.

Aucune plus-value ne sera acceptée.

2.4 Prestations de l'entrepreneur

Les prix indiqués par l'entrepreneur s'entendent pour un travail complet et conforme aux règles de l'art, rendu fini, y compris toutes les retouches nécessaires pour que les travaux donnent entière satisfaction au Maître d'Ouvrage.

En particulier, tous les chargements intermédiaires, transports intermédiaires, déchargements, nettoyage de la place éventuelle de dépôt, font partie intégrante des prestations de l'entrepreneur et doivent être compris dans les articles de soumission ou prix unitaires.

Il doit être tenu compte, notamment dans l'établissement des prix d'unités, des mesures de sécurité exigées par les lois et règlements en vigueur, l'OCT et DALE – OAC - inspection des chantiers, ainsi que les ordonnances de la SUVA (caisse nationale d'assurance Accidents) et des prescriptions des travaux de génie civil de l'office cantonal du génie civil.

Aucune plus-value ne sera admise de ce chef.

3. Étape des travaux et planning

Un planning intentionnel sera remis par l'entreprise avec son offre selon annexe R6. Celui-ci sera complété avant l'adjudication, en commun accord avec le Maître de l'Ouvrage.

Le planning proposé par l'entrepreneur devra présenter toutes les contraintes et être réalisable.

4. Installation de chantier

L'installation de chantier est à définir d'entente avec le Maître de l'Ouvrage et la DT.

Toutes les signalisations, marquages provisoires, protections, clôtures (courtes et longues durées) nécessaires au maintien et à la meilleure fluidité du trafic, y-compris les déplacements (avancement du chantier) ainsi que celles exigées par les services compétents seront comptées, soit dans les articles de la soumission prévus à cet effet, soit dans le forfait des installations.

Si nécessaire, l'aménagement complet de toutes les aires d'installation de chantier (voies d'accès, grave de fondation, géotextile, etc.) est à prendre en compte dans le poste "Installation de chantier", tout comme la remise en état des lieux y compris la terre végétale.

Aucun terrain n'est mis à la disposition de l'entreprise, à l'exception des emprises routières déjà négociées.

L'entreprise négociera, à ses frais, toutes emprises supplémentaires dont elle estime avoir besoin pour ses installations de chantier.

Les installations devront être transférées selon l'avancement des travaux et en fonction de la coordination avec les chantiers.

5. Exigences particulières

Fondation de la chaussée

Les essais seront exécutés conformément aux directives définies dans la norme VSS 40 585b. La valeur minimale du module ME au niveau de la forme de la fondation est à respecter selon les prescriptions pour travaux de génie civil N°2.2 :

- 100'000 kN/m² (1'000 kg/cm²) pour la chaussée et piste cyclable (carrossable)
- 80'000 kN/m² (800 kg/cm²) pour le trottoir et piste cyclable (non carrossable)

Enrobés

L'entrepreneur fournit tous les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux, conformément aux prescriptions pour travaux de génie civil de l'office cantonal du génie civil.

Les normes VSS 40420, 40430, 40434 sont déterminantes pour la marche à suivre concernant les prélèvements d'échantillons des enrobés bitumineux ainsi que les prescriptions d'essai pour la qualité des produits mis en place.

La norme VSS 40436 complètent la liste ci-dessus en cas de mise en place d'enrobés phonoabsorbants.

Planéité

Les prescriptions relatives au contrôle de la géométrie des chaussées sont décrites dans la norme VSS 40525. Les exigences sont contenues dans la norme VSS 40517 et 40518.

L'entreprise devra contrôler les profils en long des bords de chaussée ainsi que les dévers, ceci afin de garantir le bon écoulement des eaux. Ces prestations devront être incluses dans les prix unitaires de la soumission.

Lorsque la pente longitudinale en bord de chaussée est inférieure à 1.0%, la pose de planelles est obligatoire.

Mise en place des enrobés

L'entreprise devra garantir les exigences de qualité selon les normes VSS 40 517, 40 518 et 40 525 concernant la planéité.

L'utilisation de bennes thermiques pour la livraison des enrobés sur site de pose est obligatoire.

La mise en place à l'aide d'une finisseuse équipée d'un palpeur électronique, y compris les travaux à la main lors des arrêts et reprises de la machine.

Toutes les mesures de protection contre les salissures au niveau des bordures, des murs, des regards, etc. ...

Rabotages

Les prix unitaires au [m²] devront comprendre toutes les finitions à la main derrière le passage de la machine.

Heures d'attente

Toutes les heures d'attentes éventuelles (engin, machine, personnel ...) devront être obligatoirement incluses dans les prix unitaires de la soumission.

Marquage

Les marquages seront exécutés à des périodes différentes. L'entrepreneur devra en tenir compte dans ses prix unitaires. Les marquages ne seront donc pas réalisés obligatoirement en continu et l'entreprise de marquage devra s'adapter aux besoins du MO.

Lorsque l'exécution de certains types de marquage (ligne médiane, passage pour piétons, etc...) nécessite des interruptions de circulation, ils pourront être réalisés pendant les horaires de nuit ou pendant le week-end.

L'entreprise devra organiser les interventions de cette sorte et tenir compte des remarques et/ou recommandations des différentes autorités et normes en vigueur. En conséquence aucune plus-value ne sera admise en cours de travaux.

Spécifications techniques du marquage

- Tous les marquages ne doivent pas présenter, après séchage, une saillie supérieure à 3 mm par rapport au revêtement.
- Les peintures ne doivent pas changer de couleur (jaunissement ou noircissement)
- Les marquages doivent être giclés à froid, de type II, à visibilité de nuit à l'état humide élevée pour l'ensemble des lignages, des passages piétons et des lignes d'arrêt.
- L'épaisseur de la couche giclée doit être de 0.60 mm +/- 0.05 mm et le type de perle à mettre en œuvre doit correspondre à cette épaisseur afin de respecter les prescriptions du marquage giclé à froid, de type II, à visibilité de nuit à l'état humide élevée.

Garantie du marquage

La garantie minimale des marquages devra répondre à la notice « Notice SISTRA sur les garanties » (Version autorisée du 09.01.2017). Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de réaliser des contrôles aléatoires pour s'assurer de la tenue de ces garanties.

6. Égards dus au voisinage

L'entrepreneur maintiendra la propreté des voiries, trottoirs et cheminements par un nettoyage des engins et des camions et de la route, ainsi que par un balayage régulier (postes compris dans installation de chantier).

L'entrepreneur utilisera des engins et choisira des techniques limitant au maximum le bruit, la poussière et autres désagréments.

L'accès aux immeubles et villas sera maintenu par des dispositions adéquates respectant la sécurité des usagers.

L'entrepreneur prendra soin de ne pas endommager les arbres existants et leurs systèmes racinaires.

7. Services publics

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit réunir les données et implanter la position de toutes les conduites des Services Publics et autres se trouvant dans la zone de travail. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter tout accident ou dommage aux conduites existantes.

Dans tous les cas, l'entrepreneur doit vérifier le tracé des conduites indiquées ou implantées au moyen de tranchées de sondage. Les conduites figurant sur les plans d'exécution sont reportées à titre indicatif et n'engage en aucun cas la responsabilité de l'Ingénieur.

7.1 Alimentation et évacuation du chantier

En dérogation à la norme SIA 118 1977/1991) art. 129, le raccordement et la fourniture d'électricité, le raccordement et l'alimentation en eau, le raccordement et

les taxes de téléphone, ainsi que le raccordement et les taxes d'eaux usées ne sont pas assurées par le Maître de l'Ouvrage.

7.2 Energie électrique

Prestations à la charge de l'entrepreneur.

Tous les frais d'installation, de raccordement et de consommation sont à inclure dans le poste forfaitaire des installations de chantier.

L'entrepreneur doit prendre contact avec les SIG (tél. 022.420.88.11) pour connaître la puissance qui pourra être mise à disposition et les conditions de raccordement.

L'éventuelle installation et utilisation d'une génératrice ne donnera lieu à aucune indemnisation. L'entrepreneur doit l'inclure dans ses frais d'installations de chantier.

7.3 Eau

Prestations à la charge de l'entrepreneur.

Tous les frais d'installation, de raccordement et de consommation sont à inclure dans le poste forfaitaire des installations de chantier.

L'entrepreneur doit prévoir la mise hors gel de son installation de chantier pendant la période hivernale, quelle que soit la longueur du raccordement.

L'entrepreneur doit prendre contact avec les SIG (tél. 022.420.88.11) pour connaître le débit qui pourra être mise à disposition et les conditions de raccordement.

7.4 Téléphone

Prestations à charge de l'entrepreneur.

Toutes les prestations relatives aux travaux d'installations et de raccordement ainsi que des taxes de téléphone sont à inclure dans le poste forfaitaire des installations de chantier.

L'entrepreneur prendra contact avec les services compétents pour connaître les points de raccordement possibles pour le téléphone.

L'entrepreneur mettra ses installations de télécommunication de façon ponctuelle à disposition de la Direction des Travaux et du Maître de l'Ouvrage.

7.5 Evacuation des eaux usées

Tous les collecteurs provisoires nécessaires pour les installations de chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas où l'installation de chantier n'est pas située à proximité d'un collecteur Eaux Usées, l'entrepreneur devra installer à ses frais des WC chimiques ou similaires et assurer l'entretien régulier.

Les canalisations existantes ou faisant partie du contrat, utilisées pour l'évacuation des eaux du chantier, seront à entretenir et à nettoyer par l'entrepreneur jusqu'à la réception des travaux. Le plan d'installation de l'entrepreneur sera soumis aux autorités compétentes.

8. Variantes, modifications, matériaux

Pour l'offre de base, aucune modification du texte de la soumission ne sera admise. Toute modification sera présentée sous forme de variante, faute de quoi l'offre du candidat sera exclue.

Le soumissionnaire qui a des propositions, des modifications ou désirant faire des réserves les présentera par écrit, sur feuille séparée, et dans l'ordre des articles du métré descriptif.

Toute adjonction non demandée dans le libellé de la soumission peut entraîner l'annulation de l'offre.

Il en va de même si les documents à fournir sont incomplets.

Des variantes d'exécutions, peuvent être présentées par l'entrepreneur en tenant compte des critères mentionnés dans la soumission.

9. Travaux supplémentaires ou en régie

Si des travaux supplémentaires, non prévus dans le descriptif, sont confiés à l'entrepreneur, celui-ci devra établir un devis détaillé dont les prix unitaires seront fixés par analogie avec ceux de la soumission sur la base de justificatifs. Celui-ci devra parvenir après vérification de la DT au Maître de l'Ouvrage avant le début des travaux, faute de quoi ceux-ci seront considérés comme faisant partie des prestations normales de l'entreprise.

De tels travaux ne pourront, le cas échéant, être exécutés en régie que si le maître de l'œuvre n'estime qu'aucun autre mode d'indemnisation n'est applicable, et que si l'entreprise a en main un ordre écrit du maître de l'ouvrage.

Aucune facturation relative à des travaux supplémentaires ne sera acceptée si l'entrepreneur ne possède pas une commande écrite et signée d'un représentant du Maître de l'Ouvrage. Ceci est également valable en cas d'augmentation des quantités de la série de prix provoquée par une extension du marché.

Seuls les travaux de fourniture en régie exécutés après accord écrit du Maître de l'Ouvrage seront pris en considération, pour autant que les attachements journaliers soient soumis dans un délai d'une semaine à la direction des travaux.

Par exception, en cas d'urgence, l'entrepreneur est autorisé à engager, sans préavis, des travaux en régie nécessaires pour écarter certains dangers imminents ou pour limiter les dommages, à condition d'en aviser immédiatement le Département des Infrastructures, Service de l'Entretien du Patrimoine des Routes Cantonales.

10. Sous-traitants

Lors de la remise de l'offre, l'entrepreneur est tenu d'informer la DT sur les travaux qui seraient sous-traités, quelle que soit la part de sous-traitance confiée, et le cas échéant en respectant les conditions de l'article 3.10 Sous-traitance du document K2.

Les sous-traitants sont annoncés via l'annexe R15.

11. Variante économique/Variation de prix

La soumission sera établie sur la base des prix des heures et des matériaux en vigueur lors du dépôt de l'offre.

Les prix seront bloqués jusqu'à la fin du chantier.

Tout prix complémentaire demandé en cours de travaux sera établi par analogie à ceux de la soumission.

12. **Assurances RC de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est tenu d'annoncer immédiatement tout sinistre aux services compétents.

Le MO et la direction des travaux doivent être directement et immédiatement avisés en cas d'accidents graves.

Une liste avec indication des numéros de téléphones et des noms des personnes responsables de chaque service compétent sera établie d'entente avec les intervenants et devra être affichée sur le chantier.

A remplir par l'entreprise

L'entreprise déclare que sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers, pour les dommages causés aux personnes et aux biens, est couverte par des prestations d'assurance suffisantes. Ces prestations sont décrites ci-dessous :

L'entreprise est assurée auprès de _____

No de la police d'assurance _____

Echéance de la police _____

Sommes assurées

En cas de décès ou lésions corporelles
par personne _____

par événement _____

En cas de dégâts matériels
par événement _____

Genre et détails de l'assurance _____

Risques non assurés _____

13. **Reconnaissance des lieux**

L'entrepreneur soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de toutes les pièces et conditions stipulées ci-avant, des conditions et circonstances locales, de s'être rendu compte de la main d'œuvre et des engins nécessaires et des moyens à employer pour l'exécution complète des travaux et s'être rendu sur place pour visualiser les travaux planifiés.

14. Prix unitaires

Tous les prix unitaires doivent être indiqués en francs suisses en n'incluant pas la TVA.

La TVA sera calculée et reportée dans les totaux de la récapitulation générale des prix (taux en vigueur 7,7%).

L'adjudicateur ne prendra l'offre en considération que si **toutes** les positions de prix prévues dans la série de prix sont dûment complétées avec des prix unitaires cohérents.

Tous les articles avec une valeur Zéro (0), avec la mention « inclus », « y compris » ou autres, seront valables et applicables, quel que soit la quantité indiquée et réalisée dans l'article. De plus l'entrepreneur devra fournir une analyse de son prix indiqué d'une valeur Zéro (0), avec la mention « inclus », « y compris » ou autres.

Le critère d'adjudication n° 1. Prix (cohérence des prix) pondération de 5% apprécie cette cohérence (note de 0 ou 5).

Pour les prix unitaires non remplis ou omis, et sur la base de l'article 39 du « Règlement sur la passation des marchés publics (RMP) » - L 6 05.01, les erreurs évidentes, telles que les erreurs de calcul et d'écriture, sont corrigées. Lorsqu'un soumissionnaire omet un poste, c'est le plus haut prix fixé par les concurrents qui est appliqué pour l'évaluation.

Aucun escompte ne sera accepté par le Maître d'Ouvrage.

Le MO se réserve le droit de demander des analyses de prix aux soumissionnaires avant l'adjudication ou à l'entrepreneur adjudicataire pendant les travaux.

Majoration des prix unitaires et suppléments pour travail en dehors des heures normales

Ces facteurs, appliqués dans les métrés sur les prix unitaires, tiennent compte des suppléments sur les salaires, les matériaux, les engins et les transports pour l'exécution des travaux en dehors des heures normales.

Font également partie de la majoration, les pertes de temps dues à des interruptions ou attentes imprévisibles imposées par les conditions locales et les heures de travail effectives inférieures aux heures normales de jour.

Sont exemptes, les plus-values sur la fabrication des matériaux, les frais supplémentaires d'ouverture de centrale de fabrication de béton ou d'enrobé, en dehors des heures normales, et comptées à part.

Suppléments sur les prix unitaires concernés :

Selon métré contradictoire et décompte final.

Les travaux exécutés de jour pendant les heures « normales » sont considérés de 7h00 (été) ou 8h00 (hiver) à 17h00, sont rémunérées à 100% des prix unitaires.

Les heures « en dehors des heures normales » de 5h00 à 7h00 (été) et 6h00 à 8h00 (hiver) et de 17h00 à 20h00 (été et hiver) peuvent être concernées par des suppléments.

<i>Pour travaux de jour du lundi au vendredi, en dehors des heures normales</i>%
<i>Pour travaux de nuit du lundi au vendredi, entre 20h00 et 5h00 (été) et 6h00 (hiver)</i>%
<i>Pour travaux les samedis entre 0h00 à 24h00</i>%
<i>Pour travaux les dimanches et jours fériés entre 0h00 à 24h00</i>%

Suppléments pour fabrication d'enrobé et de béton :

Rémunération forfaitaire pour ouverture de centrale de fabrication.

Centrale à béton :

<i>De nuit du lundi au vendredi, entre 20h00 et 5h00 (été) et 6h00 (hiver)</i>CHF à forfait/u
<i>Les samedis entre 0h00 à 24h00</i>CHF à forfait/u
<i>Les dimanches et jours fériés entre 0h00 à 24h00</i>CHF à forfait/u

Centrale d'enrobé :

<i>De nuit du lundi au vendredi, entre 20h00 et 5h00 (été) et 6h00 (hiver)</i>CHF à forfait/u
<i>Les samedis entre 0h00 à 24h00</i>CHF à forfait/u
<i>Les dimanches et jours fériés entre 0h00 à 24h00</i>CHF à forfait/u

U=unité=ouverture pendant toute une journée ou partiellement.

15. Engagement

L'entreprise soussignée, après avoir pris connaissance des conditions générales et particulières, du descriptif de la présente soumission et de tous les documents et normes contractuels et conditions générales du contrat d'entreprise, et après s'être rendu compte des travaux envisagés, déclare avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre.

En conséquence, elle s'engage, pour elle et ses ayants droits, à exécuter les travaux conformément à la série de prix annexée, en se conformant strictement à toutes les prescriptions énumérées dans la présente offre.

Timbre de l'entreprise :

Date :

Signature :